

NON CLASSIFIÉ



Public Inquiry Into Foreign Interference  
in Federal Electoral Processes and  
Democratic Institutions

Enquête publique sur l'ingérence étrangère  
dans les processus électoraux et les  
institutions démocratiques fédérales

## Addendum au résumé d'entrevue : administration centrale du SCRS\*

De hauts fonctionnaires du siège du Service canadien du renseignement de sécurité (« **SCRS** ») ont été rencontrés en entrevue par les avocats de la Commission le 13 février 2024. L'entrevue s'est déroulée dans un environnement sécurisé et comportait des références à des informations classifiées. Cet addendum contient des informations fournies lors de l'entrevue qui sont pertinentes pour la partie 2 des travaux de la Commission et qui, selon la Commissaire, ne porteraient pas préjudice aux intérêts cruciaux du Canada ou de ses alliés, à la défense nationale ou à la sécurité nationale.

### Note aux lecteurs

- Les segments de texte entre crochets sont des notes explicatives fournies par les avocats de la Commission pour aider le lecteur.

## 1. Un ministre

- [1] Les témoins ont été appelés à commenter un document classifié concernant un député et ministre auquel s'intéressait probablement la République populaire de Chine (« **RPC** ») et qui a reçu des breffages préventifs du SCRS.

## 2. Zhao Wei

- [2] Les témoins ont été appelés à commenter deux documents classifiés reliés à des activités d'ingérence étrangère. Le deuxième document faisait explicitement référence à Zhao Wei, un fonctionnaire de la RPC.

---

\* Traduction.

## NON CLASSIFIÉ

[3] M. Vigneault a indiqué qu'il y avait eu des discussions avec Affaires mondiales Canada (« **AMC** ») avant la publication du second document, mais que sa haute direction ne semblait pas être au fait des menaces que causait M. Wei. M. Vigneault a ajouté que tous les rapports de renseignement du SCRS concernant cette question ont été fournis à AMC, mais le SCRS ne possède aucune information quant à la diffusion ultérieure de ces rapports au sein d'AMC. Le SCRS ignore également à quel moment AMC a fait le lien entre tous les rapports pertinents. Aucun des témoins ne s'est rappelé avoir fourni des informations supplémentaires à AMC concernant cette question. Cependant, M<sup>me</sup> Henderson a indiqué qu'il était possible qu'une telle demande ait été faite par AMC.

### 3. Michael Chong et Erin O'Toole

- [4] M. Vigneault a indiqué que le SCRS a rencontré M. Chong à plus d'une occasion.
- [5] Selon M. Vigneault, les fuites dans les médias en 2023 [qui alléguaient que le SCRS détenait des renseignements indiquant que la RPC avait proféré des menaces ciblées à l'endroit des membres de la famille de M. Chong] ne reflétaient pas avec exactitude l'évaluation du SCRS, qui était plutôt que, même si cela était préoccupant, aucune information ne suggérait que l'intégrité physique de M. Chong ou de sa famille était menacée. À la suite de ces fuites, M. Vigneault a rencontré le premier ministre puis a délivré un nouveau breffage à M. Chong à la demande du premier ministre.
- [6] M. Vigneault a ajouté que, dans la foulée des fuites médiatiques, le ministre de la Sécurité publique a délivré des directives ministérielles à l'intention du SCRS exigeant que les députés qui ont fait l'objet d'une menace d'ingérence étrangère obtiennent toutes les informations classifiées pertinentes, y compris les informations non évaluées qui concernaient leur sécurité. M. O'Toole a reçu un breffage en vertu de ces directives ministérielles. L'intention et les procédures précises à suivre en vertu des directives ministérielles ont été clarifiées après le breffage de M. O'Toole.